



## Les grands titres:

- L'ONU octroie 8 millions de dollars aux opérations humanitaires au Niger
- Centrafrique : le Conseil de sécurité proroge l'opération de l'UE jusqu'au 15 mars 2015
- Syrie : Amos appelle à renforcer l'assistance humanitaire aux déplacés et réfugiés avant l'hiver
- Ban Ki-moon : « le cycle de construction et de destruction doit cesser » à Gaza
- Liban : le Coordonnateur de l'ONU visite des réfugiés syriens et l'armée libanaise dans la Bekaa
- Ebola : l'ONU se félicite de l'arrivée d'un vaccin d'essai pour lutter contre le virus
- L'Assemblée générale renouvelle le tiers des membres du Conseil des droits de l'homme
- RDC : Ban condamne l'expulsion du Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme

## **L'ONU octroie 8 millions de dollars aux opérations humanitaires au Niger**



**21 octobre** - La Coordinatrice des secours d'urgence des Nations Unies, Valérie Amos, a alloué près de 8 millions de dollars, via le Fonds centrale d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), aux opérations humanitaires destinées à apporter une assistance à 920.000 personnes au Niger.

A l'instar d'autres pays du Sahel, le Niger fait toujours face à l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Plus de 4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et près de 800.000 enfants de moins de 5 ans à risque de malnutrition. Le pays est également

en proie à des épidémies, des catastrophes naturelles et accueille des centaines de milliers de réfugiés, de retournés et de migrants en provenance du Mali, du Nigéria et de la Libye.

« Cet appui montre que la communauté internationale continue de soutenir les efforts déployés par le gouvernement du Niger pour répondre aux besoins humanitaires en étroite collaboration avec les partenaires. Les fonds alloués vont aider à poursuivre l'assistance nécessaire et réduire la vulnérabilité des populations dans le besoin, » a déclaré le Coordonnateur humanitaire pour le Niger, Fodé Ndiaye.

L'allocation du CERF permettra à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), au Programme alimentaire mondial (PAM), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et leurs partenaires, d'assister près de 920.000 personnes.

Partie intégrante du plan de réponse stratégique de 2014 pour le Niger, ce nouveau financement couvrira des besoins dans les secteurs de la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'éducation, la protection ainsi que l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Environ 8% des fonds alloués sont destinés au Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour poursuivre ses opérations à travers le vaste territoire du Niger où la situation sécuritaire et l'état des infrastructures routières limitent l'accès dans certaines localités.

Depuis le début de l'année, le CERF a alloué 13 millions de dollars au Niger. En juillet dernier, le CERF avait mis à la disposition du pays une enveloppe de 5,1 millions de dollars pour assister les personnes déplacées à Diffa à cause de



l'insécurité au nord du Nigéria. Depuis 2009, le CERF a octroyé plus de 100 millions de dollars au Niger dans le cadre de la réponse aux différentes crises. Ces ressources ont permis de sauver des vies humaines et de renforcer les capacités de réponse de la communauté humanitaire.

## Centrafrique : le Conseil de sécurité proroge l'opération de l'UE jusqu'au 15 mars 2015



Des enfants dans la capitale centrafricaine, Bangui. Photo: UNICEF

**21 octobre** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté mardi une résolution dans laquelle il proroge jusqu'au 15 mars 2015 l'autorisation donnée à l'opération de l'Union européenne qui est actuellement déployée en République centrafricaine.

Dans sa résolution, le Conseil précise avoir pris cette décision alors que « la situation en République centrafricaine continue de constituer une menace contre la paix et la sécurité internationales. »

Cette prorogation de l'autorisation donnée à la force de l'Union européenne (EUFOR-RCA) intervient dans un contexte de regain de violence dans le pays. Vendredi, la Coordinatrice humanitaire de l'ONU, Claire Bourgeois, a exhorté les groupes armés qui opèrent dans la capitale Bangui à protéger les civils et à s'assurer qu'ils ont accès aux cliniques et hôpitaux de la ville.

En janvier de cette année, le Conseil de sécurité avait autorisé le déploiement de la force de l'Union européenne en soutien aux forces africaines de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) et aux forces françaises déjà déployées dans le pays.

Mi-septembre, la MISCA a procédé à un transfert d'autorité avec la nouvelle mission des Nations Unies, la MINUSCA.

## Syrie : Amos appelle à renforcer l'assistance humanitaire aux déplacés et réfugiés avant l'hiver



**21 octobre** - A l'issue d'une visite de deux jours en Turquie, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a appelé la communauté internationale à renforcer son soutien aux efforts pour apporter davantage d'assistance humanitaire aux personnes déplacées en Syrie et aux réfugiés syriens dans les pays voisins avant l'arrivée de l'hiver.

Actuellement, il y a 900.000 réfugiés syriens enregistrés en Turquie, et le nombre total pourrait être le double selon les estimations. Mme Amos a exprimé sa reconnaissance au gouvernement et au peuple de ce pays pour la générosité dont ils ont fait preuve en accueillant ce grand nombre de réfugiés syriens.

« Près de 200.000 réfugiés syriens ont fui la ville de Aïn Al-Arab (ou Kobané) pour se rendre en Turquie au cours des dernières semaines et les autorités turques ont apporté une aide immédiate », a déclaré la Secrétaire générale adjointe dans un communiqué de presse publié lundi soir.

« Plus de trois millions de Syriens ont fui et cherché un refuge dans les pays voisins, dont 1,1 million au Liban ce qui représente un tiers de la population. 619.000 sont enregistrés en Jordanie, mais le nombre réel est beaucoup plus important », a-t-elle ajouté en soulignant que près de 10 millions de Syriens ont été déplacés soit à l'intérieur du pays, soit dans d'autres pays.

Suite à une visite du camp de réfugiés de Suruc, qui abrite actuellement 5.000 personnes, Mme Amos a exprimé sa consternation face aux situations des gens qu'elle a rencontrés. « J'ai rencontré une femme qui avait d'abord dû fuir la ville de Homs vers Kobané et ensuite de Kobané vers Suruc. Elle était désespérée et craignait pour les perspectives d'avenir de ses enfants ».

La Secrétaire générale adjointe a souligné que l'ONU et ses partenaires continueraient d'apporter une aide humanitaire. «

Nous pouvons sauver des vies, fournir des vêtements, des abris et de la nourriture et nous pouvons assurer l'éducation des enfants. Cependant, nous ne pouvons pas apporter la sécurité dont ces gens ont le plus besoin. Nous avons urgemment besoin d'une solution politique en Syrie. Le monde doit reconnaître la souffrance du peuple syrien et agir », a-t-elle déclaré.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a pour sa part indiqué que pour la première fois depuis plusieurs mois, il a été en mesure d'atteindre près de 1000 familles déplacées à Afrin, qui est contrôlée par des forces kurdes. Ces familles, dont de nombreux enfants, avaient fui les combats à Kobané. Un convoi de cinq camions a quitté l'ouest de la ville d'Alep, qui est contrôlé par les forces du gouvernement syrien.

« Les équipes de bénévoles du Croissant-Rouge arabe syrien pourront maintenant commencer la distribution des fournitures », a affirmé un porte-parole de l'UNICEF lors d'une conférence de presse à Genève.

Ces fournitures comprennent notamment des kits hygiéniques, de l'eau potable et des biscuits énergétiques. L'UNICEF a indiqué qu'il prévoit l'envoi d'un nouveau convoi plus tard cette semaine.

## **Ban Ki-moon : « le cycle de construction et de destruction doit cesser » à Gaza**



**21 octobre** - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation au Moyen-Orient, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mardi à mettre fin au cycle de construction et de destruction à Gaza qui s'est une nouvelle fois répété lors du conflit cet été.

La semaine dernière, M. Ban a participé à une conférence en Egypte sur la reconstruction de Gaza et s'est rendu dans ce territoire occupé. « J'ai vu des kilomètres de complète destruction », a-t-il expliqué mardi.

« Alors que l'hiver approche, j'exhorte la communauté internationale à avancer rapidement dans la distribution d'une assistance nécessaire », a-t-il ajouté.

« Le cycle de construction et de destruction doit cesser. On ne peut pas attendre de la communauté internationale qu'elle ramasse constamment les morceaux d'une nouvelle guerre et paie ensuite l'addition », a déclaré le Secrétaire général. « Comme je l'ai dit au Caire, faisons en sorte qu'il s'agisse de la dernière conférence sur la reconstruction de Gaza. »

Ban Ki-moon a salué la reprise prévue de pourparlers indirects sur un cessez-le-feu entre Israël et les Palestiniens sous l'égide de l'Egypte au Caire. Il a également reconnu les mesures prises par Israël pour réduire les restrictions sur les déplacements et le commerce en Cisjordanie et à Gaza. « Elles doivent être étendues », a-t-il dit.

Le Secrétaire général a rappelé que la stabilité à long terme de la région dépendait d'un accord de paix global conduisant à un Etat palestinien viable et indépendant. « La solution à deux Etats est la seule option viable pour une paix durable. Le moment est venu d'avoir du courage et une vision afin de faire les difficiles compromis qui sont nécessaires », a-t-il ajouté à l'adresse des dirigeants israéliens et palestiniens.

S'agissant du conflit à Gaza cet été, le Secrétaire général a déclaré attendre avec impatience une enquête par l'armée israélienne sur des incidents au cours desquels « des sites de l'ONU ont été frappés par des tirs et de nombreuses personnes innocentes ont été tuées. »

« Je prévois d'avancer avec une commission d'enquête indépendante chargée d'examiner les incidents les plus sérieux, ainsi que les cas au cours desquels des armes ont été trouvées sur des sites de l'ONU », a dit M. Ban.

Le Secrétaire général a rappelé qu'il s'était aussi rendu dans un kibboutz israélien qui a été frappé par des roquettes du Hamas et qu'il avait visité un tunnel construit par des combattants palestiniens pour lancer des attaques.

« Les Israéliens ont aussi souffert lors du conflit », a-t-il dit. « Je comprends complètement la menace sur la sécurité d'Israël

que font peser ces roquettes et ces tunnels. En même temps, l'ampleur des destructions à Gaza a soulevé de sérieuses questions sur la proportionnalité et la nécessité de rendre des comptes. »

## Liban : le Coordonnateur de l'ONU visite des réfugiés syriens et l'armée libanaise dans la Bekaa



**21 octobre** - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, Derek Plumbly, a affirmé mardi que l'ONU continuerait de faire tout son possible pour aider le Liban à faire face à l'impact de la crise en Syrie, y compris en mobilisant une assistance internationale supplémentaire pour répondre à la crise des réfugiés syriens et soutenir les forces armées libanaises.

Lors d'une visite dans la vallée de la Bekaa, M. Plumbly a rencontré des réfugiés syriens dans la ville de Zahlé et constaté leurs conditions de vie. Il a également rencontré des représentants des communautés libanaises qui les accueillent. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il y a actuellement près de 400.000 réfugiés syriens enregistrés dans la Bekaa.

« Le fardeau est énorme tant pour les Libanais que pour les réfugiés syriens, dont la majorité sont des femmes et des enfants. Aujourd'hui, j'ai vu les difficultés dont les réfugiés font face au quotidien. Beaucoup de Syriens sont arrivés au Liban sans rien et ils vivent dans des communautés qui avaient déjà du mal à joindre les deux bouts », a déclaré M. Plumbly dans un communiqué de presse.

« Mais l'espoir n'a pas disparu. Beaucoup a été fait au cours des trois dernières années pour apporter une aide d'urgence, et à Berlin la semaine prochaine nous allons encourager la communauté internationale à faire preuve d'une plus grande générosité pour partager le fardeau », a-t-il ajouté.

Dans la région de Ras Baalbeck, le Coordonnateur spécial a ensuite rencontré des représentants de l'armée libanaise qui ont rendu compte de la situation le long de la frontière orientale du pays, et des principaux défis de sécurité dans la région.

M. Plumbly a rendu hommage aux efforts et aux sacrifices de l'armée libanaise pour préserver la sûreté et la sécurité du pays et il a fermement condamné les récentes attaques contre l'armée qui ont eu lieu dans plusieurs régions.

## Ebola : l'ONU se félicite de l'arrivée d'un vaccin d'essai pour lutter contre le virus



**21 octobre** - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a annoncé mardi qu'un candidat vaccin contre le virus de l'Ebola sera bientôt mis à disposition dans le cadre des efforts pour lutter contre cette maladie. L'agence attend l'arrivée à Genève mercredi 22 octobre d'une livraison de ce vaccin de provenance du Canada.

La livraison des vaccins constitue la prochaine étape dans un processus initié par l'OMS à la fin du mois de septembre quand l'agence a organisé une consultation réunissant plus de 70 experts pour évaluer l'état des tests de deux vaccins et décider s'ils devaient livrer des licences pour pouvoir les utiliser.

« L'objectif principal des consultations était de faire le point en matière de sécurité et d'efficacité sur les nombreux efforts en cours pour évaluer rapidement des vaccins contre le virus d'Ebola. La prochaine étape est de rendre ces vaccins disponibles dès que possible - et en quantités suffisantes - pour protéger les travailleurs sanitaires qui travaillent avec les malades et ensuite faire une différence dans l'évolution de l'épidémie », a expliqué la porte-parole de l'OMS, Fadéla Chaib, lors d'une conférence de presse à Genève.

« L'objectif ultime est d'avoir un produit entièrement testé et agréé qui peut être mis à disposition à grande échelle pour une utilisation dans des campagnes de vaccination de masse », a-t-elle ajouté.

L'annonce de l'arrivée des vaccins candidats vient suite à la récente confirmation de l'OMS que la transmission du virus

d'Ebola a été arrêtée au Nigéria et au Sénégal, après 42 jours sans un seul cas, ce qui constitue « une réussite spectaculaire » selon l'agence onusienne.

Néanmoins, la porte-parole a rappelé que dans les trois pays qui demeurent affectés, dont le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone, le nombre de cas et l'ampleur du problème ont « certainement été sous-estimés ».

La porte-parole a également reconnu que la réponse de l'OMS semblait avoir pu être plus rapide et elle a ajouté que l'agence procéderait « en temps voulu un examen approfondi de sa réponse ». Actuellement, la priorité reste de lutter contre la maladie et de minimiser son impact sur la population en Afrique de l'ouest, a-t-elle souligné.

De son côté, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué le nombre croissant d'engagements financiers et en nature faits par de nombreux pays en faveur de la réaction mondiale à Ebola.

« Ebola un problème mondial majeur qui exige une réaction mondiale massive et immédiate. Il faut du personnel médical qualifié, des laboratoires mobiles, des véhicules, des hélicoptères, des équipements de protection et des capacités d'évacuation sanitaire », a affirmé le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

Le Secrétaire général a créé la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE) pour offrir une plateforme souple, comptable de ses actes, stratégique et transparente, financer les priorités essentielles non financées et réduire le taux de transmission du virus.

« Le Secrétaire général remercie les Gouvernements de l'Australie, de la Colombie et du Venezuela pour leurs versements et engagements financiers de près de 14 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale. La République de Corée a annoncé une contribution de 5 millions de dollars aujourd'hui », a indiqué le porte-parole.

« Les engagements et les promesses de contribution au Fonds s'élèvent, à ce jour, à 50 millions de dollars mais il faut plus. Le Secrétaire général exhorte tous les pays qui ont contribué à réfléchir à ce qu'ils peuvent faire de plus et à ceux qui n'ont pas encore contribué à le faire de toute urgence », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a souligné que la seule façon de mettre fin à la crise d'Ebola est de tarir la source de l'épidémie. Les populations et les Gouvernements d'Afrique de l'ouest ont fait montre d'une grande résilience et M. Ban a affirmé que le monde a le devoir de leur offrir l'aide qu'ils ont demandée.

## L'Assemblée générale renouvelle le tiers des membres du Conseil des droits de l'homme



Le Conseil des droits de l'homme à Genève. Photo: ONU

**21 octobre** - L'Assemblée générale des Nations Unies a renouvelé mardi le tiers des membres du Conseil des droits de l'homme, soit 15 sièges. L'Albanie, le Bangladesh, la Bolivie, le Congo, El Salvador, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, la Lettonie, le Nigeria, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal et le Qatar ont été élus pour un mandat allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018.

Parmi ces pays, le Congo, l'Inde et l'Indonésie, dont le mandat expirait en décembre 2014, ont été reconduits. Avec respectivement 136 et 120 voix, la Thaïlande et le Costa Rica n'ont pas été réélus.

Créé en 2006 pour remplacer la Commission des droits de l'homme, le Conseil est renouvelé par tiers tous les ans. Ses 47 membres sont élus pour trois ans au scrutin secret par la majorité des Membres de l'Assemblée générale. Les régions d'Afrique et d'Asie-Pacifique ont chacune 13 sièges. L'Amérique latine et les Caraïbes ont 8 sièges, l'Europe occidentale, 7 sièges et l'Europe orientale, 6 sièges.

A partir de janvier 2015, le Conseil des droits de l'homme sera composé des 47 pays suivants : Albanie, Afrique du sud, Algérie, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Émirats arabes Unis, Estonie, États-Unis, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Irlande, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lettonie, Maldives, Maroc, Mexique,





Monténégro, Namibie, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni, Qatar, Sierra Leone, Venezuela et Viet Nam.

## **RDC : Ban condamne l'expulsion du Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme**



**21 octobre** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné mardi la décision du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) d'expulser le Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, Scott Campbell et il a exprimé sa préoccupation concernant les menaces visant d'autres employés du Bureau conjoint, liées à leurs fonctions officielles.

« Le Secrétaire général rappelle qu'au fil des ans le peuple congolais a souffert de graves violations des droits de l'homme documentées par le Bureau conjoint dans le souci de promouvoir et protéger leurs droits tout en soutenant le système judiciaire dans sa lutte contre l'impunité. Le respect des droits de l'homme est absolument essentiel pour la paix durable et pour la stabilité en RDC », a indiqué le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

Le Bureau conjoint et l'ensemble de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ont été mandatés par le Conseil de Sécurité d'aider le gouvernement de la RDC et son peuple à cette fin. En entravant le travail de promotion et de protection des droits de l'homme des Nations Unies, le Gouvernement a failli à ses obligations en la matière, a affirmé le chef de l'ONU en soulignant que cela ne peut que nuire au progrès du pays.

En ligne avec l'initiative "Les droits de l'homme avant tout", le Secrétaire général a rappelé que le personnel des Nations Unies ne doit être ni menacé ni sanctionné pour avoir fait son travail, qui repose sur la Charte des Nations Unies et, dans ce cas particulier, le mandat du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général a exprimé sa pleine confiance en M. Campbell, et exhorté le gouvernement de la RDC à revoir sa position sur son expulsion et à prendre des mesures urgentes face aux menaces visant d'autres membres du personnel des Nations Unies.

« M. Ban encourage le Conseil de sécurité à examiner les implications d'un tel traitement du personnel onusien sur son travail et ses objectifs, et à envisager d'éventuelles actions », a déclaré le porte-parole.